

Agir la droite constructive **L'Europe doit renaître à travers une nouvelle idée**



Comité National d'Action
d'agir_la droite constructive

Il est coutumier d'écrire que Europe et énergie ont destins liés. Robert Schuman appelle dès 1950 les Six à une «solidarité de fait» par la mise en commun de la production charbonnière. C'est le point de départ d'une aventure collective qui mettra fin à des siècles de conflit. Les manifestations de cette union par l'énergie se sont multipliées depuis et ont renforcé cette solidarité concrète qui unit les États européens. Les réseaux énergétiques qui traversent le continent et qui assurent la sécurité de fourniture dans chacun de ses territoires, à chaque instant, en sont sûrement l'illustration la plus parlante.

Aujourd'hui Europe politique et Europe de l'énergie sont traversées par une crise sans précédent. L'Europe politique craque comme craque l'Arctique. À l'Est, Hongrie et Pologne remettent volontiers en cause nos valeurs fondamentales. Au Nord, le Royaume-Uni est sur le point de quitter l'Union dans le chaos. Au Sud, la crise de la dette souveraine a laissé des stigmates dont la pire illustration est peut-être l'improbable alliance du Mouvement 5 étoiles et de la Ligue du Nord en Italie.

L'Europe de l'énergie traverse elle aussi une crise majeure. Dans une Europe aux mix énergétiques variés et interdépendants mais aux intérêts industriels divergents, la décarbonation de l'économie est un échec. Malgré les efforts louables de la Commission pour lancer l'Europe de l'énergie, environ trois quarts de l'énergie primaire consommée en Europe est toujours d'origine fossile [1]. La quantité d'électricité carbonée produite chaque année augmente depuis quatre ans et représente aujourd'hui 41 % de la production

d'électricité européenne [2]. Les émissions du transport routier repartent à la hausse [3]. Trois bâtiments sur quatre en Europe sont inefficaces sur le plan énergétique [4].

Les conséquences de ces échecs politique et énergétique sont graves. Ils affaiblissent la voix de l'Europe dans le monde alors qu'elle est plus attendue que jamais. La Chine perd de son autorité morale à mesure qu'elle s'éloigne de la démocratie. Les États-Unis sont décrédibilisés sur la scène internationale par un président imprévisible. L'Europe, ce vieux continent aux cinq cents millions d'âmes, première puissance mondiale en PIB, doit jouer son rôle de tout son poids dans l'équilibre fragile des puissances.

Pour sortir de cette double crise l'Europe doit renaître à travers une nouvelle idée. L'énergie peut en être le support, à nouveau. Quelle serait cette idée? Dans un monde de plus en plus incertain, les peuples européens attendent de l'Europe qu'elle soit une puissance. Une puissance qui protège de la mondialisation et une puissance offensive à l'extérieur sur les grandes questions internationales. L'énergie et le climat peuvent incarner cette idée dans une réalité concrète. Décarboner en exigeant la réciprocité de la part nos partenaires extérieurs, c'est résoudre le dilemme de «fin du monde» et la «fin du mois». C'est incarner une Europe offensive et protectrice, capable de faire respecter ses intérêts dans le monde.

Un Grenelle européen de l'énergie doit être organisé pour jeter les bases de cette nouvelle idée européenne. Comme ce fut le cas pour

Schengen et l'euro, cela doit être une initiative des États membres qui veulent avancer sur ces sujets sans être bloqués par ceux qui ne partagent pas cette volonté. Il ne s'agira pas de fixer une nième trajectoire d'émission chiffrée et lointaine, ou de décider tel ou tel point sur le fonctionnement du marché de l'électricité, mais de se mettre en ordre de bataille pour faire de l'Europe un continent leader, défendant d'une voix forte l'ambition d'en terminer avec les énergies fossiles pour protéger les citoyens européens.

La première mesure à l'issue de ce Grenelle pourra être de mettre en place un bouclier vert européen, c'est-à-dire une taxe carbone aux frontières de l'Europe. Ce n'est pas là seulement une question de climat ou de réciprocité économique. C'est une question d'unité européenne et d'adhésion des citoyens à un projet collectif. L'Europe n'a pas de substance politique si elle n'est pas capable d'imposer sur son marché intérieur les mêmes contraintes pour tous les acteurs. Le produit de cette taxe sera utilisé pour rendre la voiture propre moins coûteuse que la voiture polluante en zone rurale. C'est une première étape dans la réconciliation des enjeux de court et de long terme pour les citoyens les plus précaires.

La seconde étape sera de relancer les négociations d'un prix mondial du CO₂ dans le cadre des négociations multilatérales sur le climat. Cette question a échoué faute de consensus lors de l'Accord de Paris. Elle est pourtant un levier incontournable pour accélérer la lutte contre le changement climatique. Les gilets jaunes nous l'ont rappelé : pourquoi faire payer les émissions de l'automobiliste français si le passager aérien américain n'est soumis à aucune contrainte ? Une Europe unie et offensive autour du climat aura les moyens d'imposer ce prix mondial et de réviser la convention de Chicago.

Cette cohérence retrouvée à l'extérieur renforcera l'unité à l'intérieur du continent européen. Il deviendra politiquement envisageable de supprimer les subventions aux énergies fossiles en Europe, qui s'élèvent encore aujourd'hui à 55 milliards d'euros par an [5]. La progression du prix du CO₂ sur le marché de quotas, bien

qu'ayant fait de notables progrès en 2018, sera également ouverte. Ce nouveau cadre favorisera l'investissement dans la recherche et le développement des énergies décarbonées du futur et dans la sobriété. Un grand plan «1 million de projets pour l'environnement», soutenu par une nouvelle Banque européenne du climat, permettra d'imaginer des solutions concrètes adaptées à chaque territoire et de fédérer l'ensemble des Européens autour d'une ambition commune.

Bien sûr, une adaptation de la gouvernance de l'Union est indispensable pour bâtir l'ensemble de ces projets. Un nouveau mécanisme de coopération renforcée doit permettre aux États qui le souhaitent d'accélérer cette dynamique. Un réel pouvoir d'initiative doit être donné au Parlement européen pour le construire avec les citoyens. Seule une Europe à l'écoute de ses citoyens saura donner corps à une nouvelle idée européenne.

Un sursaut est nécessaire pour redonner un souffle vital au projet européen. Comme l'écrivait Paul Valéry dans *La crise de l'esprit*, un texte publié au lendemain de la Première guerre mondiale, «l'abîme de l'histoire est assez grand pour tout le monde». Même pour l'Europe dont le projet vacille. C'est par une idée européenne renouvelée que nous pouvons la sauver. L'énergie pourrait une fois de plus incarner cette nouvelle idée. Il ne s'agira pas cette fois d'établir une nouvelle «solidarité de fait», de panser des plaies intérieures, mais de partager une cause commune à défendre dans le monde, celle de la conquête de la paix climatique.

Agir la droite constructive est le parti de la droite pro-européenne, libérale et humaniste et participe aux élections européennes au sein de la liste Renaissance.

[1] Agence Européenne de l'énergie, "L'énergie en Europe : situation actuelle", 2017.

[2] ENTSO-E, Electricity in Europe, 2017.

[3] CGDD, Chiffres clés du climat, 2019.

[4] Commission Européenne, communiqué de presse du 17 avril 2018.

[5] Study on energy prices, costs and subsidies and their impact on industry and households.